



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER  
CASE POSTALE 330  
1218 LE GRAND-SACONNEX / GENÈVE (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - TELECOPIE (41.22) 919 41 60 - E-MAIL [postbox@mail.ipu.org](mailto:postbox@mail.ipu.org)  
INTERNET : [WWW.IPU.ORG](http://WWW.IPU.ORG)

## **Journée internationale de la démocratie - 15 septembre 2009**

Déclaration du Président de l'Union interparlementaire,  
M. Theo-Ben Gurirab

**« Dans le monde entier, les citoyens aspirent à plus de tolérance en politique »**

**SOUS EMBARGO JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE, 12:00 GMT**

A la faveur de la Journée internationale de la démocratie, on observe dans le monde une puissante aspiration populaire à plus de démocratie, seul système de gouvernement qui puisse mieux promouvoir les droits et les libertés fondamentales, assurer une répartition plus équitable des richesses et apporter une plus grande sécurité aux individus et à leurs familles. Dans le même temps, nombreux sont ceux qui ne sont pas convaincus par la façon dont la démocratie fonctionne concrètement. J'invite les parlements du monde entier à réfléchir sérieusement aux défis auxquels ils sont confrontés en tant qu'institutions centrales de la démocratie.

Aujourd'hui, l'UIP rend publics les résultats de la première enquête d'opinion sur la démocratie commandée par elle. Dans ce sondage confié à WorldPublicOpinion.org, on a interrogé des citoyens de 24 pays, représentant 64 % de la population mondiale, sur la perception qu'ils ont d'un principe clé de la démocratie : la tolérance en politique. La tolérance en politique, c'est accepter et respecter les droits fondamentaux et les libertés civiles des personnes et des groupes dont les opinions diffèrent des siennes. Elle est le fondement du dialogue démocratique et du pluralisme politique. Les résultats de cette enquête sont encourageants mais aussi une source de préoccupation.

- L'enquête montre que la démocratie bénéficie d'une large adhésion mais que, dans le monde entier, les citoyens ont de sérieux doutes sur la façon la vie politique s'organise dans leur propre pays :
  - En moyenne sur les 24 pays couverts, 86 % des personnes interrogées considèrent qu'il est important de pouvoir exprimer ses opinions politiques, même si elles sont impopulaires. Mais 24 % seulement pensent qu'elles sont totalement libres de le faire sans crainte de harcèlement ou de sanction.
  - On observe un manque généralisé de confiance dans l'indépendance des parlementaires et dans leur capacité à s'exprimer librement au nom de leurs électeurs. Le sondage montre que pour plus de deux personnes sur trois en moyenne, les législateurs ne se sentent libres de s'écarter de la position officielle de leur parti que de temps à autre (37 %) voire rarement (29 %).
  - 58 % des sondés pensent que les partis d'opposition n'ont la possibilité d'exprimer leurs opinions et d'influer sur les orientations gouvernementales que de temps à autre ou rarement. Or l'opposition au Parlement est une composante nécessaire et indispensable de la démocratie. Sa fonction principale est de proposer une alternative crédible à la

majorité au pouvoir. En contrôlant et en critiquant l'action du gouvernement, l'opposition concourt à assurer la transparence, l'intégrité et l'efficacité dans la conduite des affaires publiques et à prévenir des abus par les autorités et les individus.

- Il ressort en outre du sondage que les citoyens ont des doutes sur la capacité des parlements à être représentatifs de la diversité politique et sociale.
  - Bien que les femmes ne représentent que 18,3 % des parlementaires dans le monde, 49 % des sondés considèrent que les femmes sont équitablement représentées au Parlement.
  - Comme il fallait s'y attendre, les femmes (45 %) sont moins enclines que les hommes (53 %) à considérer que la situation actuelle est juste.
  - Il existe de grandes divergences d'opinion sur le point de savoir si les minorités ethniques, religieuses et nationales sont équitablement représentées au Parlement. Dans plusieurs pays dotés d'importantes populations autochtones, de larges majorités estiment que ces populations ne sont pas représentées équitablement.

Ces conclusions valent généralement pour toutes les régions, tous les systèmes politiques et tous les groupes d'âge, et pour les hommes comme pour les femmes.

Les parlements en tant qu'institutions et les parlementaires en tant qu'individus devraient être préoccupés par le fossé qui sépare l'aspiration du public à une gouvernance démocratique et à un débat public vigoureux, et l'opinion largement répandue que la vie politique est un champ clos qui fait peu de place aux opinions divergentes et à l'évaluation sincère de tous les grands choix possibles.

Il n'est pas bon pour la démocratie que son institution représentative clé - le Parlement - soit tenue en piètre estime. Certains des facteurs influant sur le degré de confiance du public dans les parlements sont imputables à des processus sociaux amples que les parlements ne maîtrisent pas directement. Néanmoins, les parlements ont encore beaucoup à faire pour améliorer leur image. Pour y parvenir, les parlements pourraient :

- Mettre en place des garanties de respect des droits de l'opposition et de la capacité des parlementaires à s'exprimer librement sans craindre d'être harcelés ou sanctionnés;
- Promouvoir la tolérance politique entre citoyens et entre responsables politiques par davantage d'éducation, une meilleure communication et, surtout, le respect de normes éthiques élevées dans la vie publique;
- Travailler avec les partis politiques pour rendre les parlements plus représentatifs de la diversité sociale de la population;
- Sonder régulièrement l'opinion publique pour détecter les signes éventuels d'une désaffection du public vis-à-vis de la vie politique afin d'être en mesure de prendre des mesures correctives rapides;
- Consolider les réformes constitutionnelles et législatives allant dans ce sens.

J'invite instamment tous les parlements et leurs présidents à prendre des mesures résolues pour renforcer la tolérance en politique. Ils contribueraient ainsi à approfondir la démocratie dans leur pays et feraient en sorte que le lien fonctionnel entre le Gouvernement, le Parlement et le peuple qu'il représente, est plus fort, plus transparent et plus inclusif.

Theo-Ben Gurirab  
Président de l'Union interparlementaire

Le 15 septembre 2009